

Burundi : un quart de la population a besoin d'une aide humanitaire

Jeune Afrique, 27 janvier 2017 La crise humanitaire qui frappe le Burundi concerne trois millions d'habitants, selon le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Les politiques comme les activistes pointent du doigt la suspension de l'aide budgétaire de l'Union européenne ainsi que des conditions macroéconomiques défavorables et une démographie galopante. Les chiffres sont alarmants : trois millions de Burundais, sur un total de 11,2 millions, ont besoin d'une assistance humanitaire, un accès à la nourriture, de l'eau potable ainsi qu'à des services de base, indiquait Suzanne Ngo Mandong, représentante du FNUAP au Burundi, jeudi 19 janvier à Bujumbura.

« 806 000 personnes souffrent d'insécurité alimentaire sévère », alerte pour sa part le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'OCHA, département rattaché au Secrétariat des Nations unies, dans son rapport du 19 janvier 2017. D'ailleurs, on compte les premières victimes. À Bubanza, à l'ouest du pays, douze personnes seraient mortes de la famine, auprès de l'administration locale. A Kirundo (nord) et Cibitoke (ouest), des sources locales affirment que, à cause des conditions de vie très précaires, des familles ont fui vers les pays voisins, le Rwanda et la République démocratique du Congo. L'UE et la CEE pointent du doigt Si le FNUAP présente les conditions macroéconomiques défavorables comme étant l'une des causes de la situation, le ministre burundais des Affaires Étrangères, Alain Aimé Nyamitwe, lui, a un autre responsable en tête : « C'est la conséquence de la réduction de l'aide directe par les partenaires occidentaux », clame-t-il. Un avis que partage Gabriel Rufyiri, président de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome), qui ajoute à la longue liste des facteurs de la crise humanitaire « l'accroissement disproportionné de la démographie (plus de 3%, ndlr) par rapport à la production nationale (-0,5%, ndlr) et la crise politique persistante ». Dans un communiqué publié ce 25 janvier, Gabriel Rufyiri plaide par ailleurs pour un dialogue inter-burundais et inclusif. La crise humanitaire survient consécutivement à la crise économique qui frappe le pays depuis des mois, elle-même conséquence directe de la crise politique qui a éclaté en avril 2015, après l'annonce du chef de l'État Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat. Armel Gilbert Bukeyenzeza

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});